

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 novembre 1997;

Vu l'urgence;

Considérant que la modification de l'arrêté du 27 mai 1997 n'est nécessaire que pour certains aspects mais que celle-ci doit être notifiée d'urgence pour que les candidats désireux de passer l'examen d'admission en 1998 soient mis au courant, en fin d'année 1997, des dates et des modalités concrètes;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 7, § 1^{er}, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit : "La première fois dans la période du 1^{er} au 15 juillet, la deuxième fois dans la période du 25 août au 7 septembre.";

2° l'article 24 est supprimé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1997.

Art. 3. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2065

[C - 97/27377]

26 JUIN 1997. — Décret portant approbation de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Région flamande relatif à la nappe du calcaire carbonifère de la région du Tournaisis (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'accord de coopération entre la Région wallonne et la Région flamande relatif à la nappe du calcaire carbonifère de la région du Tournaisis, conclu à Bruxelles le 2 juin 1997 sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

(1) *Session 1996-1997* :

Documents du Conseil, 243 (1996-1997), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. Séance publique du 11 juin 1997.

Discussion. — Vote.

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Région flamande
relatif à la nappe du calcaire carbonifère de la région du Tournaisis**

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 janvier 1989, 5 mai 1993 et 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 6, § 1^{er}, II, 1^o et 4^o, §2, 3^o et 92bis, § 1^{er};

Vu le décret du Parlement flamand du 28 juin 1983 portant constitution de l'institution Société flamande de Distribution d'Eau;

Vu le décret du Parlement flamand du 24 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 1985 portant réglementation et autorisation pour l'utilisation de l'eau souterraine et délimitation des zones de captage et de protection d'eau, notamment l'article 2;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 décembre 1986 portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau, modifié par l'arrêté du 5 décembre 1991, notamment l'article 2;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 2 juillet 1987 érigeant en entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau, tel que modifié par le décret du 25 juillet 1991;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993, notamment les articles 2, 3 et 6;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995;

Vu le protocole d'accord du 15 octobre 1991 entre la Région wallonne et la Société wallonne des Distributions d'Eau relatif aux installations de production et d'adduction d'eau de la Région wallonne mises à la disposition de la S.W.D.E.;

Considérant que la note sur la gestion de l'environnement du Ministre Kelchtermans, Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi, d'octobre 1995 prévoit que la surexploitation structurelle de l'eau souterraine, associée à la diminution continue de la nappe, doit être évitée afin que l'eau souterraine puisse continuer à remplir son rôle dans l'écosystème et rester une source durable pour l'homme et l'animal;

Considérant que le plan d'environnement pour le développement durable en Région wallonne, adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995, prévoit, en son article 18, qu'une diminution des prélèvements doit être effectuée dans les nappes d'eau surexploitées, et qu'une priorité doit être donnée à la nappe du calcaire carbonifère du Tournaisis;

Considérant que les études de modélisation de ladite nappe font apparaître qu'elle est sujette à une surexploitation annuelle globale estimée à 6 millions de m³ et à une surexploitation annuelle locale dans la zone de Pecq-Roubaix estimée à 21 millions de m³;

Considérant que les études de modélisation évaluent de manière approximative la surexploitation, que le prélèvement effectif dans la nappe doit être suivi de manière permanente, que les modèles doivent être réajustés de manière permanente, que dès lors un groupe de travail interrégional est nécessaire;

Considérant que les mesures à prendre en vue d'assurer une gestion durable de la nappe consistent d'une part à diminuer les volumes captés et d'autre part à créer les infrastructures nécessaires d'approvisionnement d'eau en provenance d'autres zones;

Considérant que le Ministre de la Région wallonne ayant l'Eau dans ses attributions a en date du 11 juillet 1994 confié à l'E.R.P.E. la mission d'élaborer et de réaliser un projet technique des ouvrages de production et d'adduction d'eau;

Considérant que l'avant-projet technique des ouvrages de production et d'adduction d'eau fait apparaître, à ce jour, que le coût des réalisations nécessaires est estimé à 1,8 milliard de francs;

Considérant l'avis rendu par le conseil d'administration de la V.M.W. en date du 26 avril 1996 sur le présent accord de coopération et son engagement à finaliser au plus tôt les contrats découlant du présent accord;

Considérant l'avis rendu par le conseil d'administration de la S.W.D.E. en date du 5 avril 1996 sur le présent accord de coopération et son engagement à finaliser au plus tôt les contrats découlant du présent accord;

Considérant l'avis rendu par le conseil communal de Tournai le 1^{er} juillet 1996, au nom de la Régie des Eaux de Tournai, sur le présent accord de coopération et son engagement à finaliser au plus tôt les contrats découlant du présent accord;

Considérant l'avis rendu par le conseil d'administration de l'Intercommunale d'Eau et de Gestion en date du 5 avril 1996 sur le présent accord de coopération et son engagement à finaliser au plus tôt les contrats découlant du présent accord;

Considérant la décision du Gouvernement flamand en date du 27 mai 1997 et du Gouvernement wallon en date du 15 mai 1997;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}, § 1^{er}. Les parties conviennent que, dans un premier temps, le niveau de la nappe du calcaire carbonifère doit être stabilisé afin de concrétiser, dans un second temps, une lente remontée du niveau. Ces stabilisation et remontée du niveau de la nappe sont réalisées par une diminution progressive des quantités prélevées dans la nappe du calcaire carbonifère de Pecq-Roubaix.

La remontée du niveau consécutive aux réductions des prélèvements est limitée dans la mesure nécessaire au maintien d'une qualité de l'eau souterraine compatible avec sa potabilisation au moyen des installations de traitement existantes.

§ 2. La diminution progressive, dont question au § 1^{er}, est effectuée selon l'échéancier et aux endroits repris ci-dessous, en millions de m³ exprimés par rapport à l'année de référence 1993 et donne lieu à l'attribution des autorisations suivantes en Région wallonne et en Région flamande (en millions de m³ par an) :

Batterie	Région wallonne						Vlaams Gewest	
	Tournai Emprise et Casino		Mouscron S.W.D.E. & I.E.G.		Pecq-Saint-Léger (V.M.W./S.W.D.E.)		Spiere-Helkijn (V.M.W.)	
Référence 1993	3,753		6,253		8,380		15,475	
	Réduction	Autorisation	Réduction	Autorisation	Réduction	Autorisation	Réduction	Autorisation
1996	1,087	2,666	0	6,253	0	8,380	0,838	14,637
1997	1,087	2,666	0	6,253	0	8,380	0,838	14,637
1998	1,087	2,666	0	6,253	0	8,380	0,838	14,637
1999	3,261	0,492	0	6,253	1,087	7,293	3,352	12,123
2000	3,261	0,492	1,087	5,166	1,087	7,293	4,190	11,285
2001	3,261	0,492	1,087	5,166	2,174	6,206	5,029	10,447
2005	3,261	0,492	2,253	4	3,261	5,119	6,775	8,700

Sur proposition du groupe de travail prévu à l'article 5, les parties peuvent modifier l'échéancier mentionné ci-dessus des réductions à appliquer et la révision correspondante des autorisations, en fonction de la fourniture effective d'eau potable par la Transhennuyère, de la qualité de l'eau souterraine comme décrit au § 1^{er}, alinéa 2, des résultats des simulations réalisées à l'aide des modèles mathématiques adaptés et des renseignements tirés du comportement de la nappe.

La diminution des volumes des prélèvements s'effectue par batterie de captages sans transfert des quotas entre les batteries Pecq-Saint-Léger, Mouscron S.W.D.E, I.E.G, Tournai Emprise & Casino et Espierre-Helchin sur base des moyennes annuelles par rapport à l'année de référence 1993.

Les débits journaliers sont limités aux valeurs maximales suivantes :

pour la batterie de Pecq-Saint-Léger, 36.000 m³/ jour, pour Espierre Helchin 48.000 m³/jour,

pour Mouscron S.W.D.E. 18.000 m³/jour, pour Mouscron I.E.G. 3.300 m³/jour, pour Tournai Emprise & Casino 12 000 m³/jour.

Les puits C1^{ter} et C3^{ter} sont repris par la Région wallonne dans l'autorisation de la batterie de Pecq-Saint-Léger et les puits D9, D14 et D15 sont repris par la Région flamande dans l'autorisation de la batterie Espierre-Helchin dans le respect des débits de pointe prévus à l'alinéa précédent.

L'autorisation de mise en service de nouveaux puits en remplacement de puits existants désaffectés ne donne pas lieu à la révision des réductions et des débits de pointe proposés.

Art. 2. § 1^{er}. La Région wallonne confirme qu'un approvisionnement alternatif en eau potable en provenance des parties sous-exploitées de la nappe du calcaire carbonifère et des eaux d'exhaure de carrières est en voie de réalisation.

§ 2. La Région wallonne fait procéder aux investissements nécessaires à la construction des infrastructures d'approvisionnement en eau potable, dont la capacité totale s'élève à 1 million de m³/an en 1996 et à 15 millions de m³/an en 1999. Ultérieurement, pour répondre à la demande, le volume pourra être porté à 20 millions de m³/an.

Les parties conviennent qu'un approvisionnement en eau destiné à l'alimentation de la Flandre en provenance de la Transhennuyère sera effectué à dater de l'achèvement des travaux d'investissement prévus pour 1999, au minimum à raison de 4,439 millions de m³/an en 1999, 5,277 millions de m³/an en 2000 et 6,2 millions de m³/an à partir de 2001, pour autant que la capacité de fourniture de la Transhennuyère le permette.

§ 3. Les Gouvernements conviennent qu'un contrat doit être conclu entre l'E.R.P.E. et la V.M.W., fixant les modalités de fourniture de l'eau potable, lesquelles porteront notamment sur les conditions techniques et financières. Ce contrat est conclu pour une durée minimale se terminant à la date d'échéance du présent accord.

Art. 3. Les Parties conviennent de se concerter avant toute négociation avec la France portant sur la gestion de la nappe du calcaire carbonifère.

Art. 4. Les parties conviennent que leurs administrations sont habilitées à exercer un contrôle mutuel et permanent de l'évolution de la qualité de l'eau et des quantités d'eau réellement prélevées dans toute la zone de la nappe, sujette à surexploitation, s'étendant sur le territoire des deux Régions.

Art. 5. Il est institué un groupe de travail interrégional chargé de suivre l'exécution du présent accord de coopération. Il sert de cadre à toute concertation entre les parties. Il traite notamment de toute question relative au respect des volumes de prélèvement, à l'évolution de la qualité de l'eau souterraine et à la réalisation des investissements prévus au présent accord.

Le groupe de travail interrégional est composé des représentants :

— des Ministres régionaux ayant la politique de l'eau dans leurs attributions;

— des administrations régionales (A.M.I.N.A.L., D.G.R.N.E.);

— des sociétés de production et de distribution d'eau concernées (V.M.W., E.R.P.E., S.W.D.E., Régie des Eaux de Tournai, I.E.G.).

Le groupe de travail peut, en cas de besoin, être élargi à d'autres représentants de sociétés concernées par l'exécution du présent accord ou à des experts.

La présidence et la vice-présidence sont assurées alternativement par des représentants des Ministres wallon et flamand ayant la politique de l'eau dans leurs attributions pour chaque période d'un an suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Le secrétariat est assumé par la Région wallonne.

Le groupe de travail interrégional arrête lui-même son règlement d'ordre intérieur.

Le groupe de travail interrégional se réunit sur convocation de son président. Il doit se réunir dans un délai maximum de vingt jours lorsqu'un des membres en fait la demande écrite et mentionne les points qu'il souhaite voir inscrits à l'ordre du jour.

Art. 6. Les litiges entre les parties portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord relèvent d'une juridiction visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Cette juridiction de coopération est composée de deux représentants par Région, désignés par leurs gouvernements respectifs.

Les frais de fonctionnement de la juridiction de coopération sont pris en charge, à parts égales, par chaque gouvernement régional.

Art. 7. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée de vingt-cinq ans à dater de sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles en 6 exemplaires, le 2 juin 1997.

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre des Relations extérieures,
des Affaires européennes, de la Science et de la Technologie,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2065

[C - 97/27377]

26 JUNI 1997. — Decreet houdende goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest inzake de grondwaterlaag in de kolenkalk in het gebied van Doornik (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest inzake de grondwaterlaag in de kolenkalk in het gebied van Doornik, gesloten te Brussel op 2 juni 1997, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

(1) *Zitting 1996-1997* :

Stukken van de Raad, 243 (1996-1997), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 11 juni 1997.

Bespreking. — Stemming.

**Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest
inzake de grondwaterlaag in de kolenkalk in het gebied van Doornik**

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989, 5 mei 1993 en 16 juli 1993, inzonderheid artikel 6, § 1, II, 1° en 4°, § 2, 3° en artikel 92bis, § 1;

Gelet op het decreet van het Vlaamse Parlement van 28 juni 1983 houdende oprichting van de instelling Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening;

Gelet op het decreet van het Vlaamse Parlement van 24 januari 1984 houdende maatregelen inzake het grondwaterbeheer, inzonderheid artikel 9;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 27 maart 1985 houdende reglementering en vergunning voor het gebruik van grondwater en de afbakening van waterwingebieden en beschermingszones, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het decreet van de Waalse Raad van 23 april 1986 houdende oprichting van de Waalse Maatschappij voor Watervoorziening;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 december 1986 houdende goedkeuring van de statutaire wijzigingen van de Waalse Maatschappij voor Watervoorziening, gewijzigd door het besluit van 5 december 1991, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het decreet van de Waalse Raad van 2 juli 1987 houdende inrichting als gewestelijke onderneming voor productie en toevoer van water, van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water, gewijzigd door het decreet van 25 juli 1991;

Gelet op het decreet van de Waalse Raad van 30 april 1991 aangaande de bescherming en uitbating van grondwater en water dat drinkbaar kan gemaakt worden, gewijzigd door het decreet van 23 december 1993, inzonderheid artikelen 2, 3 en 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwingebieden, de preventie- en toezichtsgebieden en de kunstmatige opvulling van de grondwaterlagen gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995;

Gelet op het protocol van 15 oktober 1991 tussen het Waalse Gewest en de Waalse Maatschappij voor Watervoorziening aangaande de installaties van waterproductie en -toevoer van het Waalse Gewest ter beschikking gesteld van de Waalse Maatschappij voor Watervoorziening;

Overwegende dat de milieubeleidsbrief van minister Kelchtermans, Vlaams minister van Leefmilieu en Tewerkstelling, van oktober 1995 voorziet dat de structurele overexploitatie van grondwater en de daaraan gekoppelde voortdurende daling van de watertafel voorkomen moet worden, zodat het grondwater zijn rol blijft vervullen in het ecosysteem en als duurzame bron voor mens en dier;

Overwegende dat het milieubeleidsplan voor duurzame ontwikkeling in het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het besluit van de Waalse regering van 9 maart 1995 in artikel 18 voorziet dat een vermindering van de waterwinningen dient te worden verwezenlijkt in de overdreven uitgebate grondwaterlagen, en dat voorrang moet worden verleend aan de grondwaterlaag van de kolenkalk in het gebied van Doornik;

Overwegende dat modelstudies over vermelde grondwaterlaag aantonen dat deze het voorwerp is van een globale jaarlijkse overexploitatie die geschat is op 6 miljoen m³ en van een lokale jaarlijkse overexploitatie in het gebied Pecq-Roubaix die geschat is op 21 miljoen m³;

Overwegende dat modelstudies de overbemaling slechts benaderend inschatten en dat het effectief gedrag van de waterlaag permanent gevolgd moet worden, de modellen permanent aangepast moeten worden en hiervoor een tussengewestelijke werkgroep noodzakelijk is;

Overwegende dat de maatregelen die zich opdringen met het oog op de duurzame uitbating van de grondwaterlaag enerzijds bestaan uit de vermindering van de ontgonnen volumes en anderzijds uit het uitbouwen van de vereiste bevoorradingsinfrastructuur voor water afkomstig uit andere gebieden;

Overwegende dat de Minister van het Waalse gewest bevoegd voor Water op 11 juli 1994 aan de E.R.P.E. de opdracht gegeven heeft een technisch ontwerp op te maken en uit te voeren van de werken voor productie en toevoer van water;

Overwegende dat uit het technisch voorontwerp van de werken voor productie en toevoer van water blijkt dat, op de dag van vandaag, de kosten voor de vereiste verwezenlijkingen geraamd worden op 1,8 miljard frank;

Overwegende het advies van de Raad van Bestuur van de V.M.W., gegeven op 26 april 1996, over dit samenwerkingsakkoord en haar verbintenis de contracten die eruit voortvloeien zo vlug mogelijk af te sluiten;

Overwegende het advies van de Raad van Bestuur van de S.W.D.E., gegeven op 5 april 1996, over dit samenwerkingsakkoord en haar verbintenis de contracten die eruit voortvloeien zo vlug mogelijk af te sluiten;

Overwegende het advies van de gemeenteraad van Doornik van 1 juli 1996 in naam van de Waterregie van Doornik, over dit samenwerkingsakkoord en zijn verbintenis de contracten die eruit voortvloeien zo vlug mogelijk af te sluiten;

Overwegende het advies van de Raad van Bestuur van de I.E.G., gegeven op 5 april 1996, over dit samenwerkingsakkoord en haar verbintenis de contracten die eruit voortvloeien zo vlug mogelijk af te sluiten;

Overwegende de beslissing van de Vlaamse Regering van 27 mei 1997 en van de Waalse Regering van 15 mei 1997; Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse regering, in de persoon van haar Minister-president en in de persoon van haar Minister van Leefmilieu en Tewerkstelling;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse regering in de persoon van haar Minister-president en in de persoon van haar Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw;

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. § 1. De partijen komen overeen dat het waterpeil van de watervoerende laag in de kolenkalk in eerste instantie gestabiliseerd moet worden om in tweede instantie een langzame stijging van het waterpeil te verwezenlijken. Deze stabilisatie en stijging van het waterpeil worden verwezenlijkt door een progressieve vermindering van de gewonnen waterhoeveelheden in de watervoerende laag in de kolenkalk van Pecq-Roubaix.

De stijging van het waterpeil tengevolge van de vermindering van de gewonnen waterhoeveelheden wordt in die mate beperkt dat een grondwaterkwaliteit behouden blijft die het mogelijk maakt drinkbaar water te produceren d.m.v. de bestaande zuiveringsinstallaties.

§ 2. De in § 1 vermelde progressieve vermindering wordt verwezenlijkt volgens het tijdschema en op de plaatsen als volgt uitgedrukt in miljoenen m³ per jaar ten opzichte van het referentiejaar 1993 en geeft ook aanleiding tot het toekennen van de volgende vergunningen in het Waalse en het Vlaamse Gewest (in miljoenen m³ per jaar) :

Batterij	Région wallonne						Vlaams Gewest	
	Tournai Emprise et Casino		Mouscron S.W.D.E. & I.E.G.		Pecq-Saint-Léger (V.M.W./S.W.D.E.)		Spiere-Helkijn (V.M.W.)	
Referentie 1993	3,753		6,253		8,380		15,475	
	afbouw	vergunning	afbouw	vergunning	afbouw	vergunning	afbouw	vergunning
1996	1,087	2,666	0	6,253	0	8,380	0,838	14,637
1997	1,087	2,666	0	6,253	0	8,380	0,838	14,637
1998	1,087	2,666	0	6,253	0	8,380	0,838	14,637
1999	3,261	0,492	0	6,253	1,087	7,293	3,352	12,123
2000	3,261	0,492	1,087	5,166	1,087	7,293	4,190	11,285
2001	3,261	0,492	1,087	5,166	2,174	6,206	5,029	10,447
2005	3,261	0,492	2,253	4	3,261	5,119	6,775	8,700

Op voorstel van de werkgroep vermeld in artikel 5 kunnen de partijen het hierboven vermelde tijdsschema van de toe te passen reducties en daarbijhorende aanpassing van de vergunningen wijzigen op grond van de effectieve levering van drinkwater via de Transhennuyère, de grondwaterkwaliteit zoals bedoeld in § 1, alinea 2, de resultaten van de simulaties met aangepaste grondwatermodellen en de terreinwaamemingen.

De vermindering van de volumes van de waterwinningen wordt toegepast per batterij waterwinningen zonder overdracht van quotas tussen batterijen Pecq-Saint-Léger, Moeskroen S.W.D.E., I.E.G., Doornik Emprise & Casino en Spiere Helkijn op basis van jaarlijkse gemiddelden ten opzichte van het referentiejaar 1993.

De dagelijkse debieten zijn beperkt tot volgende maximale waarden :

voor de batterij Pecq-Saint-Léger, betekent dit 36.000 m³/dag, voor Spiere-Helkijn 48.000 m³/dag;

voor Moeskroen S.W.D.E. 18.000 m³/dag, voor Moeskroen I.E.G. 3.300 m³/dag, voor Doornik Emprise & Casino 12 000 m³/dag.

De putten C1ter en C3ter worden in de vergunning van de batterij Pecq-Saint-Léger opgenomen door het Waalse Gewest en de putten D9, D14 et D15 worden in de vergunning van de batterij Spiere-Helkijn opgenomen door het Vlaamse Gewest mits inachtneming van de in vorige alinea vermelde piekdebieten.

De vergunning voor het uitbaten van nieuwe putten ter vervanging van afgedankte putten geeft geen aanleiding tot de herziening van de voorgestelde afbouw en piekdebieten.

Art. 2 § 1. Het Waalse Gewest bevestigt dat een alternatieve drinkwaterbevoorradingsbron in aanbouw is van water afkomstig van de niet overgeëxploiteerde delen van de grondwaterlaag in de kolenkalk en van het bemalingswater van de groeven.

§ 2. Het Waalse Gewest verwezenlijkt de vereiste investeringen voor de aanleg van de drinkwaterbevoorradingsinfrastructuur, waarvan de totale capaciteit 1 miljoen m³/jaar bedraagt in 1996 en 15 miljoen m³/jaar in 1999. Later, en om aan de vraag te beantwoorden, zal de hoeveelheid tot 20 miljoen m³/jaar verhoogd kunnen worden.

Partijen komen overeen dat een waterbevoorrading van het Vlaamse gewest vanuit de Transhennuyère zal plaatsvinden vanaf het einde van de investeringswerken voorzien voor 1999, minimaal ten belope van 4,439 miljoen m³/jaar in 1999, 5,277 miljoen m³/jaar in 2000 en 6,2 miljoen m³/jaar vanaf 2001, voor zover de leveringscapaciteit van de Transhennuyère het toelaat.

§ 3. De regeringen komen overeen dat een contract dient afgesloten te worden tussen de E.R.P.E. en de V.M.W., dat de modaliteiten vastlegt voor de levering van drinkwater, onder meer wat betreft de technische en financiële voorwaarden. Dit contract wordt aangegaan voor een duurtijd waarvan de einddatum minimaal samenvalt met de vervaldatum van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 3. Partijen komen overeen voorafgaandelijk overleg te plegen voor iedere onderhandeling met Frankrijk aangaande de grondwaterlaag in de kolenkalk.

Art. 4. Partijen komen overeen dat hun administraties bevoegd zijn een wederzijdse en permanente controle uit te oefenen op de evolutie van de kwaliteit van het water en op de werkelijk gewonnen hoeveelheden water in de hele zone van de aan overexploitatie onderworpen grondwaterlaag zich uitstrekkende over het grondgebied van beide Gewesten.

Art. 5. Er wordt een tussengewestelijke werkgroep ingesteld die belast is de uitvoering van deze overeenkomst op te volgen. De werkgroep dient als kader voor elk overleg tussen de Partijen. De werkgroep behandelt met name elk punt betreffende de nakoming van de volumes opgepompt grondwater, de evolutie van de kwaliteit van dit grondwater en de realisatie van de investeringen die in deze overeenkomst zijn voorzien.

De tussengewestelijke werkgroep is samengesteld uit vertegenwoordigers van :

— de regionale ministers bevoegd voor waterbeleid;

— de regionale administraties (A.M.I.N.A.L., D.G.R.N.E.);

— de betrokken ondernemingen voor waterproductie en waterdistributie (V.M.W., E.R.P.E., S.W.D.E., Waterregie van Doornik, I.E.G.).

De werkgroep kan, wanneer nodig, uitgebreid worden tot andere vertegenwoordigers van ondernemingen betrokken bij de uitvoering van deze overeenkomst of tot deskundigen.

Het voorzitterschap en vice-voorzitterschap worden, volgens een jaarlijks wisselende beurtrol volgend op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, waargenomen door een vertegenwoordiger van de Vlaamse en Waalse Minister die het waterbeleid in hun bevoegdheid hebben.

Het secretariaat wordt waargenomen door het Waalse Gewest.

De tussengewestelijke werkgroep bepaalt zelf zijn huishoudelijk reglement.

De tussengewestelijke werkgroep vergadert op uitnodiging van zijn voorzitter. De tussengewestelijke werkgroep moet samenkomen binnen een termijn van maximum twintig dagen wanneer één van de leden er schriftelijk om verzoekt met vermelding van de punten die hij op de agenda wil inschrijven.

Art. 6. De geschillen die tussen de contracterende partijen rijzen met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst worden beslecht door een rechtscollege zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 5 en 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Dit samenwerkingsgerecht wordt samengesteld uit twee vertegenwoordigers van elk gewest, aangeduid door hun respectieve regeringen.

De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht worden ten laste genomen door elke gewestregering op voet van gelijkheid.

Artikel 7. Deze overeenkomst wordt aangegaan voor een periode van vijftientwintig jaar op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Opgemaakt te Brussel, in 6 exemplaren, op 2 juni 1997.

Voor het Vlaamse Gewest :

De Vlaamse minister van Extieme Betrekkingen, Europese Zaken, Wetenschapsbeleid en Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-president van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw,
G. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 2066

[C - 97/31488]

25 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice des compétences de formation professionnelle des personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution,

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes;

Vu l'article 83, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1°, des décrets du 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées notamment l'article 6, 5°, 6° et 7;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'insertion socio-professionnelle;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 février 1997 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 22 novembre 1996;

Vu l'avis de la section « insertion socio-professionnelle des personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 1^{er} avril 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juin 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 12 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat;

Considérant que dans le cadre des dispositions à prendre en vue de la dissolution du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, il est nécessaire de confier l'exercice des missions de cet organisme en matière de formation professionnelle à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;